



DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

PREFECTURE DES VOSGES

BUREAU DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRETE

N° 556 /2006

Mettant en demeure la Société SOVOS Tannerie Grosjean, sise sur le territoire de la commune de Le Thillot, de satisfaire aux prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 1935/99 du 27 juillet 1999 et 3262/2003 du 21 novembre 2003

Le Préfet des Vosges,
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU le code de l'environnement,
- VU la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1538/83 du 1^{er} décembre 1983 modifié autorisant la Société SOVOS Tannerie Grosjean à exploiter son activité de tannerie dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Le Thillot ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1935/99 du 27 juillet 1999 prescrivant la réalisation d'un diagnostic initial et l'évaluation simplifiée des risques ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 3262/2003 du 21 novembre 2003 imposant à la société SOVOS Tannerie Grosjean de déposer un dossier afin d'évaluer l'impact sur l'environnement des installations de son établissement situé sur le territoire de la commune de LE THILLOT ;

VU la lettre de la Société SOVOS Tannerie Grosjean datée du 31 décembre 2003 sollicitant un report de délais pour se conformer à l'arrêté préfectoral précité ;

VU la lettre de la Société SOVOS Tannerie Grosjean datée du 26 avril 2004 sollicitant une réunion auprès de M. le Préfet ;

VU la lettre du 15 juillet 2004 de la société SOVOS Tannerie Grosjean à M. le Préfet des Vosges, par laquelle elle s'engage à respecter les délais de réalisation de travaux définis au cours de la réunion du 25 juin 2004 ;

VU le courrier de M. le Préfet des Vosges en date du 30 septembre 2004 indiquant que, suite aux engagements de la Société, il ne poursuit pas la procédure de mise en demeure mais que celle-ci sera reprise en cas de non respect desdits engagements ;

VU le projet d'arrêté transmis à la Société pour observations éventuelles le 19 juillet 2005,

VU les observations émises par l'exploitant par courrier du 22 juillet 2005,

VU les rapport et projet d'arrêté établis par l'inspection des installations classées en date des 11 août et 3 novembre 2005,

VU le projet d'arrêté transmis à la Société pour observations éventuelles le 16 décembre 2005,

VU les observations émises par l'exploitant par courrier du 22 décembre 2005,

VU l'avis de l'inspection des installations classées en date du 4 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que les dispositions actuelles prises par l'exploitant en matière de risques sont insuffisantes ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 1935/99 du 27 juillet 1999 et n° 3262/2003 du 21 novembre 2003 susvisés n'ont donc pas été respectées et qu'il y a lieu en conséquence de faire application des dispositions de l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés au Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges :

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SOVOS Tannerie Grosjean, implantée sur le territoire de la commune de LE THILLOT, est mise en demeure de satisfaire aux prescriptions suivantes à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les articles 2.16, 2.17, 2.19, 2.20 et 2.21 de l'arrêté préfectoral n° 3262/2003 du 21 novembre 2003 sous un délai d'un mois ;
- l'article 2.15 de l'arrêté préfectoral n° 3262/2003 du 21 novembre 2003 sous un délai de trois mois ;
- l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral n° 3262/2003 du 21 novembre 2003 sous un délai de cinq mois
- les dispositions du 1.2 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 1935/99 du 27 juillet 1999 sous un délai de sept mois.

Article 2

Si à l'expiration des délais fixés à l'article premier, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme sera adressée à M. le Maire de Le Thillot.

Pour Copie Conforme
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,



Sylvie BAUDON

Epinal, le 10 FEV. 2006
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Yvon ALAIN